

Quijano, Anibal, *Nationalism and Capitalism in Peru*, Monthly Review Press, New York, 1971, 119 p.

Jean-René Chotard

Volume 3, numéro 1, 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700174ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700174ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chotard, J.-R. (1972). Compte rendu de [Quijano, Anibal, *Nationalism and Capitalism in Peru*, Monthly Review Press, New York, 1971, 119 p.] *Études internationales*, 3(1), 96–97. <https://doi.org/10.7202/700174ar>

notes de référence et par un index fort utile des noms propres.

À l'époque où l'excès de la spécialisation crée des abîmes entre les sciences humaines et où certains spécialistes parlent un langage de moins en moins accessible, cette expérience dans le domaine de la méthodologie didactique nous apparaît comme un louable effort visant à renforcer les liens qui unissent naturellement l'histoire à la sociologie et à la science politique. Le but de l'éditeur est de nous montrer comment s'est fait l'enseignement et la recherche interdisciplinaires, en équipe polyvalente, dans une des meilleures institutions du haut savoir aux États-Unis. Telle que proposée, l'histoire, en particulier, devient une science sociale répondant à certaines questions d'actualité et aux besoins d'une expérience en devenir perpétuel. Le mécanisme didactique du cours est nettement avant-gardiste puisqu'il implique un travail d'équipe et une préparation dialectique commune des professeurs participants, eux-mêmes de formation hétérogène. Mais si l'esquisse historique de cette expérience, telle que décrite par le professeur Richter, demeure éloquente, l'éditeur soulève, néanmoins, dans sa conclusion certains points d'interrogation significatifs. Quant à nous, nous nous demandons dans quelle mesure les vingt-quatre classes cobaye de *Social Sciences 2* à Harvard ont vraiment tiré profit de cette expérience. Nous ne savons, en effet, presque rien de la réceptivité, voire de la capacité d'assimilation, des étudiants d'une méthode didactique des sciences humaines encore imparfaitement et partiellement intégrée.

La lecture des essais qui suivent ne dissipe pas notre incertitude. En premier lieu, la spécialisation reste souveraine dans la plupart de ces contributions et l'effort d'intégration nous paraît inégal. Lecture faite, la division des contributions en deux catégories (*Theory* : Beer, Richter, Epstein, Walzer ; *History* : Tilly, James, Burnham, Thernstrom) nous paraît arbitraire. Par conséquent, l'unité de l'ensemble manque là où le lecteur aurait souhaité la trouver. Par contre, certains auteurs font une contribution sérieuse dans leur propre domaine de recherche, contribution de spécialistes pour les spécialistes (Beer, Tilly, James, Burnham). D'autres (Thernstrom, Richter, Epstein, Walzer) sont beaucoup plus près du but d'intégration. La lecture de leurs essais, en particulier, inspirera sûrement ceux des historiens, politologues et sociologues qui cherchent une compré-

hension plus approfondie de la causalité dans les sciences humaines.

B. G. SPIRIDONAKIS

Histoire,
Université de Sherbrooke.

QUIJANO, Anibal, *Nationalism and Capitalism in Peru*, Monthly Review Press, New York, 1971, 119p.

Sous ce titre, l'économiste péruvien A. Quijano analyse la politique pratiquée par l'équipe militaire portée au pouvoir avec le renversement du président Belaunde en octobre 1968.

Il place son étude dans le contexte international nouveau, tel qu'il se dessine depuis les années 1950. Jusqu'à cette époque, l'impérialisme américain contrôlait l'économie des pays sous-développés, dans le secteur primaire. Les grands trusts exploitaient les richesses naturelles sans se préoccuper des autres secteurs économiques des pays concernés. Depuis ce temps, les investisseurs, sans cesser de contrôler la production des matières premières, ont orienté une part croissante de leurs capitaux vers les centres urbains et contribué à y développer des industries.

Au cours de cette période, l'hégémonie américaine, sans disparaître, a perdu de son emprise au profit d'autres puissances (Europe occidentale, Japon). De cette façon, les bourgeoisies nationales des pays non industrialisés ont pu faire appel à une aide technique et à des capitaux diversifiés. Elles en retirèrent, en même temps, une possibilité notable de manœuvre politique. Au développement du nationalisme des bourgeoisies correspondit, d'ailleurs, dans le même contexte, le progrès d'idéologies révolutionnaires chez les masses populaires, à la fois dans les campagnes et dans les villes où affluent des paysans toujours plus nombreux.

Ce processus mondial caractérise, en particulier, l'Amérique latine. Après l'Argentine, le Brésil connaît une expansion économique. Mais la diversité des structures nationales a produit des situations auxquelles les forces politiques se sont adaptées. Tantôt, comme en Argentine ou au Brésil, les classes dirigeantes sont parvenues à éliminer ou neutraliser les forces révolutionnaires. Tantôt celles-ci ont réalisé une révolution, comme à Cuba, ou bien, et c'est le cas du Chili, elles sont parvenues à

organiser un puissant mouvement réformiste. Où situer alors la nouvelle politique péruvienne ?

A. Quijano expose la réponse des militaires péruviens à la situation. Pour moderniser l'économie nationale, ils se sont attaqués à l'ancienne bourgeoisie terrienne jusque-là dominante. Tel apparaît le sens de la réforme agraire où les propriétaires indemnisés durent réinvestir leurs fonds dans le secteur secondaire. Pour mettre un terme à l'hégémonie exclusive des États-Unis, les militaires ont exproprié l'*International Petroleum Company*, montrant ainsi qu'ils entendaient devenir maîtres des ressources naturelles du pays. Dans ce but également, ils ont étendu les limites des zones de pêche et arraisonné de nombreux bateaux californiens.

Mais le nouveau gouvernement péruvien ne pouvait pas et ne pouvait pas rejeter la présence financière américaine. Il ne porta aucune atteinte aux autres propriétés *Yankee* et, comme le signale A. Quijano, « *private American investment in oil, in the relatively short time since the coup, has come to practically equal that before the expropriation of IPC* ». Les autorités ont simplement diversifié leurs sources de capitaux étrangers et contraint les prêteurs à réinvestir une forte part de leurs profits.

Le premier impact social de ces mesures tient dans le déclin rapide de la bourgeoisie terrienne et l'émergence d'une nouvelle classe dominante, où subsistent d'ailleurs beaucoup de tensions. Les masses populaires ne semblent pas avoir bénéficié encore de ces transformations. Aussi malgré la publicité conférée à l'expropriation des biens américains, une relative agitation s'est-elle manifestée dans les campagnes, tandis que les ouvriers confrontés à un gel des salaires et à une inflation sensible lançaient des mouvements de grèves.

Dès lors, A. Quijano établit la signification des nouvelles structures politiques péruviennes. Il analyse un État où militaires et technocrates élaborent une politique, autoritaire dans le domaine social, et planificatrice dans le domaine économique. Le régime poursuit un grand objectif qui est l'accumulation de capital à la fois par l'État et l'entreprise privée, nationale un peu, étrangère surtout. Pour parvenir à ce but avec une efficace rapidité, les militaires ont mis au point un système de participation des travailleurs au profit. Cette participation effectuée dans le cadre d'organismes appelés « communautés industrielles » repousse dans un

futur problématique la redistribution réelle des dividendes. Les syndicalistes sont exclus de la gestion de ces « communautés », qui revient en fait aux cadres des entreprises. Pour l'auteur, pareil procédé vise à intégrer dans la société les forces potentiellement révolutionnaires, afin d'empêcher la formation d'une conscience de classe et assurer, ainsi, à l'État et aux investisseurs la paix sociale dont ils ont besoin pour leurs propriétés respectives.

Si, en 1968 et 1969, maint commentateur politique a cru voir commencer au Pérou une nouvelle révolution, l'auteur de la présente étude aboutit à une conclusion opposée. Il sous-titre donc son ouvrage « *A study in Neo-Imperialism* ».

J. R. CHOTARD

Histoire,
Université de Sherbrooke.

MARCUSE, Herbert, *Pour une théorie critique de la société*, Denoël, Paris, 1971, 219p.

Sous ce titre, les éditions Denoël présentent la traduction de trois essais de Marcuse. Il y poursuit l'analyse critique de la société selon une démarche, d'abord, philosophique. Ainsi s'explique le terme théorie qui figure dans le titre.

Le premier, et le plus long, des textes : « Autorité et Famille », qui date de 1936, étudie l'antagonisme entre les notions d'autorité et de liberté, telles qu'elles ont été formulées et établies depuis l'épanouissement de l'individualisme, au temps de la Renaissance. Marcuse reprend, avec nuance, quelques-unes des notions de Weber sur le protestantisme. Il commence son étude par Luther et Calvin, montrant quelles limites l'autorité divine prescrit à l'autonomie du chrétien et impose un monde donné d'avance, qui exclut toute révolte. Avec Kant et Hegel, le rapport autorité/liberté se situe dans un contexte différent : celui de la société civile et d'une morale laïque. Mais chacun des deux grands philosophes fonde les rapports sociaux sur des bases nouvelles qui sauvegardent l'autorité ; pour Kant, c'est l'universalité, pour Hegel : l'État. Autant de réalités que Marx perçoit en montrant comment la bourgeoisie parvenue au pouvoir, retourne dans un sens conservateur, les grandes reven-